



## La revue pour l'histoire du CNRS

10 | 2004

Penser la pensée. Les sciences cognitives

---

# Le rôle de l'Académie des sciences dans les voyages d'exploration au XIX<sup>e</sup> siècle

Hélène Blais

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/587>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.587

ISSN : 1955-2408

### Éditeur

CNRS Éditions

### Édition imprimée

Date de publication : 5 mai 2004

ISBN : 978-2-271-06145-4

ISSN : 1298-9800

### Référence électronique

Hélène Blais, « Le rôle de l'Académie des sciences dans les voyages d'exploration au XIX<sup>e</sup> siècle », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 10 | 2004, mis en ligne le 04 septembre 2007, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/587> ; DOI : 10.4000/histoire-cnrs.587

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Comité pour l'histoire du CNRS

---

# Le rôle de l'Académie des sciences dans les voyages d'exploration au XIX<sup>e</sup> siècle

Hélène Blais

---

- 1 « Il fut un devoir de l'Académie des sciences auquel elle a toujours, dès sa fondation, été très fidèlement attachée, c'est l'organisation des missions lointaines jugées par elle utiles au progrès de nos connaissances [...]. Des exemples évoqueront sans doute quelques souvenirs dans la mémoire de beaucoup d'entre vous et vous montreront que, puisque noblesse oblige, notre compagnie doit toujours revendiquer cette prérogative comme un de ses plus honorables privilèges. » Ainsi s'exprime le délégué de l'Académie des sciences lors de la séance publique annuelle de l'Institut en 1932<sup>1</sup>. Son propos réaffirme le prestige attribué aux voyages par les savants, qui semble intact, alors même que les modalités de la recherche scientifique ont considérablement changé. En 1901, avec la création de la Caisse des recherches scientifiques, ancêtre du CNRS, l'Académie voit son rôle d'influence jalouse, et paraît alors suivre le progrès scientifique plutôt que l'initier<sup>2</sup>. L'historiographie insiste sur une perte de dynamisme de l'institution au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>, mais s'accorde à reconnaître l'importance institutionnelle du corps. En effet, bien que concurrencé par d'autres institutions scientifiques de haut niveau depuis la Révolution (École polytechnique, Muséum d'histoire naturelle, Observatoire et Bureau des longitudes, notamment), l'Institut continue jusqu'à la Première Guerre mondiale à jouer un rôle moteur pour la recherche scientifique. L'Académie des sciences, en son sein<sup>4</sup>, fonctionne comme une tribune officielle où l'on annonce les découvertes, où l'on démontre par des expériences les inventions.
- 2 Ce rôle de légitimation lui permet de rester un lieu de pouvoir, quand bien même les découvertes ne sont pas toujours faites par ses membres. L'Académie est surtout unique en ce qu'elle rassemble des savants de tous les champs scientifiques, à la différence des sociétés ou institutions nouvelles, spécialisées dans certaines disciplines. De ce point de

vue, la manière dont l'Académie intègre les voyages, eux-mêmes porteurs de cette pluridisciplinarité, dans son activité scientifique, soulève plusieurs questions.

- 3 Le propos de cet article portera sur le « premier siècle » de l'Institut, 1795-1895, depuis la refondation révolutionnaire jusqu'à la naissance des premiers organismes étatiques d'organisation de la recherche. L'interrogation porte sur la manière dont l'Académie des sciences promeut, encourage et utilise les voyages et les voyageurs<sup>5</sup>. La relation entre voyager et savoir est au cœur de la problématique<sup>6</sup>. Dans une certaine mesure, le voyage renvoie à une pratique de terrain, l'institution académique à un cabinet d'étude. Mais l'opposition conventionnelle entre la science de terrain et la connaissance théorique mérite peut-être d'être dépassée pour comprendre les multiples liens qui unissent voyageurs et savants. L'Académie participe-t-elle d'une culture originale du voyage, au sens où Felix Driver<sup>7</sup> a défini une culture de l'exploration ? La question a trait aux pratiques entourant le voyage : préparation, choix des voyageurs, modalités de travail sur le terrain, pratiques de transmission des connaissances. En s'interrogeant sur le mode de présence des voyages dans l'activité scientifique de l'Académie, on tentera de mettre en avant ce qui peut s'apparenter à des éléments d'une politique des voyages. L'analyse de l'organisation, du suivi et de l'évaluation des voyages doit permettre de questionner alors les rapports du corps savant au pouvoir politique, tels qu'ils se jouent au sein de l'Académie.
- 4 Les voyages scientifiques au XIX<sup>e</sup> siècle ne sont pas l'apanage de l'Académie des sciences. Le Muséum d'histoire naturelle, par exemple, publie en 1818 des *Instructions aux voyageurs* pour les voyageurs naturalistes. À partir de sa création en 1821, la Société de géographie de Paris s'attache à favoriser des explorations<sup>8</sup>, et les sociétés de géographie vont multiplier les encouragements aux voyages tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais l'Académie des sciences est le seul établissement scientifique dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle à ne pas être une société scientifique spécialisée, et à ce titre, à pouvoir envisager le voyage savant dans toutes ses dimensions, et non pas seulement dans un champ disciplinaire particulier<sup>9</sup>.
- 5 Les Procès-verbaux des séances de l'Académie, de 1795 à 1835, puis les *Comptes rendus des séances*, publiés à partir de cette date, se font l'écho des diverses relations qu'entretient l'Académie avec le voyage. La plus banale de ces relations consiste en la lecture, faite en séance, d'une lettre d'un voyageur, ou d'un récit de voyage publié. Les voyages français ne sont pas les seuls suivis, et un certain nombre de communications présentent des voyages de découverte faits par des étrangers, ou de dimension internationale (résultats de l'expédition américaine dans les mers australes<sup>10</sup>, lettre sur un voyage de circumnavigation de l'empereur d'Autriche<sup>11</sup>, suivi des expéditions polaires<sup>12</sup>, etc.).
- 6 Ces nouvelles, toujours très factuelles, ne constituent pas le signe d'une quelconque « politique » des voyages mais témoignent d'un lien ténu entre les voyages et l'activité des savants académiciens. Le rôle passif de l'Académie est ici à noter, puisqu'elle semble fonctionner comme un référent chez des voyageurs partis à la découverte du monde, et qui souhaitent, d'une manière ou d'une autre, faire savoir qu'ils sont utiles à la science.
- 7 Les nouvelles « spontanées » données sur les voyages concernent une pratique très développée chez les voyageurs du XIX<sup>e</sup> siècle, qui consiste à soumettre à l'Académie un plan de voyage, dans l'espoir d'obtenir des instructions scientifiques. Les voyageurs particuliers se mettant à disposition de l'Académie ou se proposant de faire des observations en fonction d'instructions qui leur seront fournies par l'Académie sont

innombrables. Ces demandes sont en général suivies d'effet, puisque les académiciens y répondent dans la plupart des cas. Le profil de ces voyageurs est difficile à qualifier, tant les demandes sont hétérogènes et les itinéraires particuliers, du savant isolé qui souhaite entreprendre un voyage sous l'égide de l'Académie des sciences au commerçant éclairé qui pense pouvoir profiter d'un de ses voyages pour se mettre au service de la science, en passant par l'explorateur aventurier qui n'a rien à perdre de la caution que représente le fait d'être doté d'instructions académiques auprès des autorités consulaires et diplomatiques occidentales lors de voyages lointains.

- 8 L'intérêt de l'Académie des sciences pour les voyages se traduit par le suivi des expéditions, mais aussi par la volonté sans cesse affirmée de participer à la diffusion des connaissances rapportées par les voyageurs, tant isolés que membres de missions collectives. De ce point de vue, l'Académie des sciences joue pour les voyages un rôle de centre de collecte rassemblant l'information, pour mieux la diffuser, notamment à travers le tirage à plusieurs milliers d'exemplaires des rapports sur les voyages<sup>13</sup>. Au retour de l'expédition du cap Horn, organisée en 1882-1883, les félicitations de l'Académie honorent les membres qui y ont participé. La récompense est alors dans la publicité offerte à ces enquêtes, comme l'exprime très clairement le président de la commission : « Ce sera notre soin le plus doux, notre remerciement le plus digne que d'exposer bientôt devant l'Académie et de faire connaître au public éclairé les heureux résultats et la grande portée des travaux de la mission du cap Horn<sup>14</sup>. » Comme l'a montré John McClellan, la communication et l'échange entre communautés savantes ont été un élément important de la réorganisation de la science au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup>. En participant à la publicité des voyages, en diffusant les comptes rendus et les rapports, l'Académie des sciences donne à l'expérience de l'explorateur la possibilité de devenir une connaissance accessible à tous. Ce qui distingue entre autres le voyage savant de l'aventure exploratoire individuelle, c'est la caution que lui apporte le monde savant en s'en faisant l'écho.
- 9 Dès la Révolution, des membres de l'Institut se prononcent en faveur d'une publicité des voyages, dans une tradition qui remontent aux pratiques des Académies d'Ancien Régime. En l'an V, le citoyen Claude-Hugues Lelièvre précise : « Comme les voyages ne sont véritablement utiles à l'avancement de la science qu'autant que les observations qui y sont faites sont rendues publiques, que souvent au retour les auteurs sont hors d'état de pouvoir s'occuper de la rédaction et publication de leurs Mémoires [...] vos commissaires pensent que c'est servir la science que de proposer au gouvernement des vues pour faciliter aux voyageurs [...] les moyens de les rédiger et de les publier<sup>16</sup>. » Cette préoccupation aboutit à la création d'une commission chargée de réfléchir aux moyens de faire la publication « la plus prompte ». La question d'une subvention pour les voyageurs au-delà de leur voyage, pour la mise en forme des résultats de leurs observations, est récurrente tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, et exprime la volonté de mettre en place une organisation scientifique des voyages.
- 10 La volonté de publicité est soumise à une évaluation des voyages<sup>17</sup>, qui dit une certaine manière de concevoir le voyage scientifique au sein de l'Académie. Cela apparaît à travers les rapports rédigés à l'occasion des remises de prix. Auguste Pavie, primé en 1894, est ainsi loué pour sa persévérance, ses travaux scientifiques et notamment la nouveauté de la carte qu'il a dressée, mais aussi pour les renseignements « variés et précieux » qu'il rapporte sur l'histoire naturelle, l'ethnographie, l'archéologie et les langues. C'est la pluridisciplinarité de l'explorateur que saluent ici les rapporteurs. Le critère de jugement se réfère toujours à la quantité des informations rapportées, et donc, dans un lien causal

considéré comme évident, à l'utilité du voyage pour la science<sup>18</sup>. Un travail de précision, la qualité des cartes dressées, ou la nouveauté des informations rapportées sont toujours soulignés. Plus prosaïquement, l'importance de la zone parcourue par le voyageur est examinée avec soin. Tout se passe comme si le voyage était si rare qu'il faille le rendre le plus efficient possible, et ce d'abord en balayant le terrain le plus large. Auguste Pavie<sup>19</sup> est honoré notamment parce que les itinéraires qu'il a suivis « dépassent 30 000 km<sup>2</sup> », Savorgnan de Brazza parce qu'il a parcouru « en longitude, 40 kilomètres de plus qu'il ne croyait<sup>20</sup> ». L'aspect quantitatif est un élément important dans l'évaluation des travaux du voyageur, et cela correspond aussi à une conception du voyage d'exploration, compris comme l'instrument le plus performant et exhaustif possible.

- 11 En outre, et cela semble un *topos* incontournable de la remise de prix, le voyageur doit affronter tous les dangers pour la science. « Il n'est pas besoin de dire combien ont été pénibles de semblables explorations sous un soleil brûlant, dans des régions désertes ou habitées par des peuplades sauvages, au prix de quelles fatigues et de quelles souffrances ont été recueillis les précieux documents que M. Pavie accumule depuis tant d'années<sup>21</sup>. » Cette capacité à braver les dangers est un modèle récurrent dans l'éloge académique du voyageur. De même, les collections anthropologiques rapportées par le docteur Verneau sont jugées à l'aune des obstacles rencontrés pendant le voyage : « L'explorateur n'a pu atteindre la plupart des grottes où les anciens Canariens avaient leurs habitations et leurs cimetières qu'en grimpant, à l'aide des pieds et des mains, le long de murailles de rochers presque à pic<sup>22</sup>. » Les académiciens, depuis leur fauteuil, savent apprécier l'engagement des corps au service de la science. Cependant, les voyageurs sont des commissaires, ou des agents, recrutés pour le moment de la collecte, mais leur statut n'est pas celui de savants. Académiciens et voyageurs forment deux mondes de plus en plus distincts au cours du siècle. Le vieillissement de la population des académiciens explique en partie la distance qui se creuse entre ceux qui voyagent et les autres. Et, par conséquent, la méfiance envers les données collectées par les voyageurs reste de mise. À l'occasion de la remise d'un prix à Savorgnan de Brazza, le rapporteur évoque des coordonnées géographiques confirmées par un autre observateur : « Cette dernière coordonnée résulte d'une occultation d'étoile par la lune, genre d'observation qu'il est difficile de calculer en voyage, mais qui a ainsi le grand avantage d'imprimer un sceau d'authenticité à une exploration où d'autres témoins désintéressés manquent et où le voyageur est ordinairement porté, en raison de sa fatigue et du temps écoulé, à exagérer la longueur du temps parcouru<sup>23</sup>. » À l'heure où la question de la preuve expérimentale se pose de manière aiguë pour un certain nombre de pratiques scientifiques, les voyageurs sont mis à l'épreuve du terrain, et l'Académie témoigne ainsi d'une conception savante du voyage comme support ou instrument scientifique, et du voyageur comme simple médiateur, mais aussi précieux qu'un instrument de précision<sup>24</sup>.
- 12 Ces critères rassemblent implicitement les éléments d'une conception du voyage propre à l'Académie. À l'occasion de la remise du prix Delalande-Guerinau en 1877, le rapporteur, Antoine d'Abbadie, s'essaie à une définition du voyage scientifique : « Un peu de courage vulgaire et de santé suffisent pour former un voyageur. Il est plus rare d'en trouver un qui sache profiter de ses courses, observer avec intelligence et démêler dans la variété des faits qu'il constate, ceux qui méritent d'être réellement relatés<sup>25</sup>. » Le voyageur récompensé par l'Académie des sciences est un voyageur qui s'est préparé au voyage « par des études longues et patientes ». Le voyage prôné et récompensé par l'Institut se

doit d'être distingué du voyage vulgaire. La capacité de l'informateur à trier les informations utiles est ici centrale.

- 13 Pour orienter le voyageur, l'Académie doit donc jouer un rôle actif dans l'organisation des missions. Plusieurs moments dans l'histoire de l'Académie des sciences témoignent de tentatives pour organiser et rationaliser l'organisation des voyages. D'emblée, l'histoire de la politique des voyages est intimement liée à celle de l'Institut puisque la loi fondatrice de l'institution, promulguée le 3 brumaire an IV (15 octobre 1795), porte en elle plusieurs dispositions relatives à l'organisation de voyages par le corps scientifique. Le titre V sur les « Encouragements, récompenses et honneurs publics » prévoit en effet les modalités d'organisation de voyages, en deux types bien différenciés. Il est prévu d'une part que « l'Institut nommera tous les ans, au concours, vingt citoyens qui seront chargés de voyager et de faire des observations relatives à l'agriculture, tant dans les départements de la République que dans les pays étrangers ». Ces voyages particuliers, destinés à des spécialistes de l'agriculture (il faut être propriétaire d'un domaine rural ou fermier pour pouvoir concourir<sup>26</sup>), correspondent aux préoccupations révolutionnaires. Ces voyages ont d'ailleurs pour destination première les départements, considérés comme les nouvelles entités territoriales à décrire, connaître et maîtriser<sup>27</sup>. Il est demandé à ces voyageurs quelques connaissances théoriques, notamment en « botanique et minéralogie ». L'idéal du voyage naturaliste, appliqué ici aux besoins de l'agriculture, apparaît clairement. Il est prévu que ces voyageurs seront financés pendant trois ans, et qu'ils « tiendront un journal de leurs observations » et enverront très régulièrement des nouvelles à l'Institut. Ici apparaît une forme de voyage scientifique, avec des experts envoyés sur le terrain, en étroite relation avec le corps savant, dans le but d'accumuler des connaissances sur la question agricole. La loi prévoit aussi, en un article beaucoup plus laconique, que « l'Institut national nommera, tous les ans, six membres pour voyager, soit ensemble, soit séparément, en vue de faire des recherches sur les diverses branches des connaissances humaines autres que l'agriculture » (titre V, article 4). Le voyage scientifique est envisagé aussi bien collectif qu'individuel, et justifié dans son rapport avec le progrès de la connaissance.
- 14 Du fait des événements révolutionnaires, et notamment des guerres, ces voyages ne seront entrepris que de manière très aléatoire<sup>28</sup>, mais dès la parution de la loi, des candidats se portent volontaires en présentant des « plans particuliers de voyage », que les académiciens sont chargés d'examiner. Cet examen donne au citoyen Charles-Louis L'Héritier, de la section de botanique, l'occasion de faire valoir son interprétation de la loi sur les voyages<sup>29</sup>. Il prend parti contre la possibilité de financer des voyages individuels, en vantant les mérites de l'entreprise commune : « Nos voyageurs, rapprochés dans une expédition commune, doubleraient pour ainsi dire leurs moyens, leurs facultés et leurs forces. Ils offriraient par la réunion de leurs lumières et par la variété de leurs talents l'image de l'Institut même<sup>30</sup>. » Le voyage est conçu ici métonymiquement, comme un déplacement de l'Institut, déplacement du corps savant que l'on retrouvera concrétisé dans la création napoléonienne de l'Institut d'Égypte. Dans cette logique, le voyage doit permettre de créer une synergie entre des savants, par le simple fait qu'ils se déplacent ensemble, sur un terrain spécifique. L'idée de Charles-Louis L'Héritier est surtout de faire des voyages une entreprise collective et pérenne, avec l'espoir que le plan du « voyage général » serait poursuivi d'année en année. Les voyageurs, dans cet esprit, sont « des agents, dont les pas et jusqu'aux découvertes auroient été soumis aux calculs comme à la volonté de la puissance motrice ». L'Institut doit donc trouver dans l'organisation de

voyages l'incarnation de sa puissance. Sur les buts du voyage, l'auteur passe très rapidement, puisqu'il évoque « la conquête totale de la nature ». Il s'agit là d'une ambition largement développée au XVIII<sup>e</sup> siècle, notamment au sein des académies de province, par leur programme d'inventaire qui expriment la volonté de maîtriser la nature, l'histoire, ce qui doit finalement permettre d'asseoir le contrôle de l'État<sup>31</sup>.

- 15 La loi de brumaire an V semble avoir été vite oubliée. En 1848, cependant, le ministre provisoire de l'Instruction se préoccupe de tenter de la réactiver, et charge dès février l'Académie de s'occuper à nouveau d'organiser ces voyages. La mission est considérée comme républicaine, et la politique des voyages semble être un des éléments qui devrait marquer le changement de régime : « Le gouvernement monarchique avait laissé tomber en désuétude ces deux articles [1 et 4 du titre V] si essentiel au bien de la nation<sup>32</sup>. » L'Académie répond à cette demande en nommant une commission chargée de réfléchir à la manière de désigner ces voyageurs<sup>33</sup>. La brièveté de l'épisode républicain semble cependant porter un coup d'arrêt à cette entreprise, et les articles sur les voyageurs de la loi constitutive tombent de nouveau dans l'oubli. Les voyages continuent à se faire de manière plus aléatoire, conformément d'ailleurs au vœu de certains membres qui soulignent au moment de la discussion de la loi organique la nécessité de laisser l'Académie décider de voyages en fonction des circonstances<sup>34</sup>. L'institutionnalisation des voyages a fait long feu, mais ces tentatives de régulation disent bien l'importance accordée par les savants aux voyages, et surtout à leur maîtrise depuis l'Institut. Que la discussion sur l'organisation des voyages revienne à deux reprises dans un contexte républicain est à souligner. Plusieurs interprétations sont sans doute possibles, mais il apparaît que dans ces périodes de tentative de renouvellement et de réorganisation du monde savant, les voyages sont un élément déterminant d'une nouvelle politique attachée au prestige de la science.
- 16 La volonté organisatrice et rationalisante se lit aussi dans la tentative répétée de rédiger des instructions générales de voyages, plutôt que de répondre aux sollicitations répétées des voyageurs individuels et des ministères organisateurs de missions. Pour la préparation de l'expédition de Morée, en 1828, le rédacteur pour l'histoire naturelle abrége l'exercice : « Les instructions relatives à l'histoire naturelle seront très simples. Tout recueillir, tout conserver, tout rapporter, inscrire surtout avec exactitude les noms de pays, soit turc, soit grec, soit moderne ; on joint ici les instructions générales imprimées que le Muséum d'histoire naturelle distribue à ses voyageurs<sup>35</sup>. » À plusieurs reprises, l'Académie tente d'ailleurs de contourner ce travail de rédaction d'instructions en renvoyant à des textes existants. Les *Instructions pour le voyage de la Bonite*<sup>36</sup>, sont ainsi réutilisées pour les voyages de circumnavigation suivants, à quelques années d'intervalle, car elles sont jugées par les académiciens comme un modèle du genre.
- 17 Il semble que la rédaction répétée d'instructions, toujours demandées dans des délais très courts, et qui finalement se ressemblent beaucoup, soit considérée par certains académiciens comme une perte de temps. À l'occasion de l'expédition au Spitzberg, des voix se font entendre pour proposer la rédaction d'instructions générales qui pourraient être utiles à tous les voyages. Quelques mois plus tard, en novembre 1838, une commission, formée des meilleurs spécialistes de chacune des branches du savoir représentées à l'Académie est chargée de rédiger ces instructions générales<sup>37</sup>. On ne trouve cependant pas trace du travail de cette commission, et le projet d'instructions générales semble être resté sans suite. La rédaction d'instructions demeure pour le corps savant un moyen rare de tenir les voyageurs sous contrôle, même à distance, et d'assurer



des allers-retours avec les explorateurs et hommes en mission. C'est sans doute l'une des raisons pour laquelle l'exercice est toujours recommencé, et en cela il renvoie à une volonté de cadrer le voyage, d'autant plus vive alors que les savants académiciens eux-mêmes ne voyagent pratiquement plus.

- 18 Les récompenses offertes aux voyageurs constituent un autre aspect de la politique académique. Les prix distribués par l'Académie des sciences sont toujours plus nombreux aux cours du XIX<sup>e</sup> siècle. La plupart sont réservés à des domaines de recherche spécifiques, et dus à des donateurs particuliers<sup>38</sup>, qui ont choisi d'encourager des recherches sur les insectes, ou bien les progrès de la chimie, etc.<sup>39</sup>. Il existe aussi des prix qui récompensent spécialement les voyageurs. En 1890, pour le prix Delalande-Guerineau, par exemple, les académiciens ont à choisir entre l'auteur d'un essai sur la cartographie de Madagascar, l'auteur d'une carte hypsométrique<sup>40</sup> de la Russie d'Europe et un candidat qui présente toute une série de brochures et d'ouvrages après un séjour de cinq années aux îles Canaries<sup>41</sup> (c'est ce dernier qui est finalement choisi, pour la qualité de ses collections anthropologiques et ethnographiques<sup>42</sup>). Les prix ne sont pas des bourses, et interviennent après le voyage, mais ils sont un des éléments d'une politique des voyages, qui vise à mettre en valeur tel voyageur plutôt que tel autre, et qui mobilise, chaque année, un certain nombre d'académiciens chargés de l'examen des dossiers.
- 19 Si les prix ne sont qu'une récompense, il existe aussi des moyens, limités, de financement des voyages au sein de l'institution académique. Pour certains voyages particuliers, l'Académie des sciences dispose de fonds propres lui permettant d'aider un voyageur. Ainsi, en 1831, profitant du passage d'un bâtiment de la Marine, le professeur de géologie Prévost est envoyé examiner des îles qui viennent de surgir en Méditerranée. L'Académie lui alloue en outre 2 400 francs pour participation à son voyage<sup>43</sup>. En 1839, l'académicien Charles-François Mirbel obtient une somme de 3 000 francs pour un voyage qu'il se propose de faire en Algérie pour y compléter ses études sur la structure des palmiers<sup>44</sup>. L'attribution de ces petites sommes est de la compétence de la commission administrative de l'Académie des sciences. Pour la mission du cap Horn, l'Académie participe dans la mesure de ses moyens au financement de l'expédition, largement assuré par les crédits votés sur le budget de la Marine. Elle intervient en effet directement pour l'outillage spécial de la mission à terre, pour la création de la bibliothèque scientifique, pour l'installation de la station astronomique, et pour subvenir au frais de voyages de deux membres ajoutés à l'expédition<sup>45</sup>. Les sommes investies restent symboliques, et l'Académie des sciences dépend des crédits qui lui sont alloués par l'État. Elle ne peut financer un voyage coûteux d'elle-même, et son rôle dépend du bon vouloir du ministère de la Marine. Aussi, son engagement en faveur des voyages peut-il apparaître comme le strict reflet de la politique des voyages voulue par le gouvernement.
- 20 Les tentatives académiques pour initier des voyages scientifiques sont toutes à replacer dans le contexte d'une science mise au service de l'État. Les grandes missions d'exploration organisées au XIX<sup>e</sup> siècle et auxquelles l'Académie des sciences est associée sont d'abord des voyages d'État, qui doivent permettre à la science de se développer dans le cadre national, mais qui sont aussi des voyages cautionnant l'existence d'une politique scientifique. Dans cette logique, l'Académie des sciences apparaît comme un intermédiaire, un bureau organisateur, dont la marge de manœuvre reste étroite.
- 21 L'Académie des sciences fonctionne ainsi comme un relais du pouvoir dans un certain nombre de grandes expéditions scientifiques qu'elle est chargée d'organiser et de suivre. L'expédition napoléonienne en Égypte, échec militaire patent, fonde une tradition de



voyage savant<sup>46</sup>. Les divers régimes du XIX<sup>e</sup> siècle vont tenter à différentes échelles de réitérer l'expérience, pour des motifs de prestige politique et impérial plus ou moins explicités<sup>47</sup>. Ainsi, l'État fait appel à l'Académie, priée d'organiser, de vérifier et de cautionner les aspects scientifiques de ces voyages. Son rôle dans l'organisation est plus un rôle d'accompagnement que d'initiative. La plupart des grandes missions sont décidées au sein des ministères, et confiées ensuite en partie à l'Académie pour la gestion. C'est le cas pour l'exploration de la Morée, pour celle de l'Algérie, pour les grandes circumnavigations organisées par le ministère de la Marine sous la Restauration et la monarchie de Juillet, ou encore pour la mission d'observation du passage de Vénus ou l'exploration du cap Horn à la fin du siècle.

- 22 D'emblée, il apparaît que les organismes gouvernementaux délèguent l'ensemble des opérations scientifiques à l'Académie, tout en gardant un droit de contrôle. Ainsi, les premières séances de travail de la commission scientifique de Morée sont-elles consacrées à l'examen du projet de Bory de Saint-Vincent déposé au ministère de l'Intérieur et aux dossiers des personnes que le chef autodésigné de la mission se propose d'emmener avec lui. Les académiciens, pour ces voyages collectifs, sont d'abord chargés du choix des voyageurs. La commission scientifique de Morée se met en place à la suite de l'envoi par le ministre de l'Intérieur d'une liste de savants qui demandent à participer au voyage en Grèce que le gouvernement avait l'intention d'entreprendre. Le procédé est exactement le même dans le cas de l'Algérie<sup>48</sup>. Le ministre s'en remet donc de nouveau au choix académique, en soulignant l'importance qu'il faut accorder à certains critères de choix : « Il importe donc qu'indépendamment des connaissances spéciales, les candidats proposés joignent à une forte constitution un caractère résolu, et que pour l'intérêt de la science, ils se dévouent à braver les dangers que, de son côté, l'administration s'efforcera autant que possible d'éloigner d'eux<sup>49</sup>. »
- 23 Cette nécessité de rappeler les liens de la recherche avec la réalité du terrain dit combien l'institution académique peut paraître détachée des contingences matérielles du voyage. C'est visiblement au moins l'image que l'on en a dans les bureaux ministériels. D'un point de vue pragmatique, le ministre préfère redire que les seules compétences savantes ne suffisent pas. La France mène une guerre coloniale en Algérie, et les conditions d'exploration sont loin d'être neutres.
- 24 Les allers-retours entre les commissions académiques créées spécialement pour chacune de ces missions et le ministère sont incessants, les académiciens soumettant toutes leurs décisions (choix des membres, projets d'instructions, d'achat de matériel pour les savants) au ministère. Celui-ci informe la commission des décisions prises au sujet de ces propositions (pratiquement toujours suivies), et leur transmet, dès que les savants sont sur le terrain, leurs rapports intermédiaires. Ces échanges policés semblent montrer une répartition des compétences parfaitement établie, le gouvernement n'empiétant jamais sur les initiatives académiques. Certaines situations semblent presque cocasses de ce point de vue, chaque instance rejetant la responsabilité de l'organisation pratique du voyage sur l'autre. Ainsi le ministère transmet-il à la commission une lettre d'Edgar Quinet demandant le paiement de sommes qui lui sont dues. La commission, se déclarant incompétente, renvoie le dossier au ministère en lui demandant de se prononcer tout seul. La commission n'a pas de compétences financières, mais elle est la seule à même de juger des demandes des voyageurs. Au moment où l'expédition de Morée touche à son terme, et alors que des prolongations sont envisagées, c'est à elle que s'adresse le ministre pour savoir s'il faut continuer à financer le séjour des savants<sup>50</sup>. La commission

décide de demander la prolongation de quelques mois, en précisant à propos des savants : « Leurs recherches pouvant se prolonger encore longtemps et toujours avec avantage, la commission ne voit de terme à leur mission que celui que commanderont les fonds dont votre excellence dispose pour cet objet<sup>51</sup>. » Les limites du pouvoir académique en matière d'organisation des voyages sont essentiellement financières.

- 25 L'Académie des sciences est sollicitée enfin pour donner sa caution scientifique à la diffusion des travaux savants, dans le cadre des publications financées par l'État. Cela toujours avec une large autonomie, limitée cependant là encore par des considérations financières. À propos de la Morée, évoquant une publication qui intéresse à la fois « les sciences et la gloire nationale », le ministre demande « l'avis de la commission et dans le cas où il serait favorable, d'examiner quel serait le mode de publication le plus convenable pour concilier les intérêts de la science et la dignité de l'administration avec l'économie qu'il est indispensable d'apporter dans les dépenses publiques<sup>52</sup> ». Les limites du pouvoir académique apparaissent à nouveau nettement dans son absence d'autonomie financière. La délégation du pouvoir scientifique est cadrée par la nature même de l'institution qui ne gère pas les missions directement.
- 26 Lors de l'expédition scientifique de l'Algérie, en 1844, des voix s'élèvent au sein de la commission pour contester la politique éditoriale du ministère, qui a laissé paraître certains ouvrages sans laisser le temps à la commission académique d'exercer son contrôle. Les membres s'en plaignent, ce qui conduit le ministre à justifier sa politique : « [...] s'il a autorisé l'impression immédiate de quelques mémoires, c'était pour des motifs purement politiques et nullement pour affranchir les matériaux de l'ouvrage de la révision et de la sanction définitive de la commission<sup>53</sup> ».
- 27 En situation de conquête coloniale, les intérêts de l'État priment sur l'avis scientifique, l'Académie étant rejetée dans les limites de son pouvoir, toujours considérée comme détachée des contingences matérielles. Elle doit parfois à son tour rappeler certains savants à l'ordre. Ainsi, en 1847, l'un des membres de l'expédition scientifique de l'Algérie, chargé de l'étude des mollusques, est convoqué par la commission pour rendre compte de ses travaux. Le rapporteur lui reproche de trop longs développements consacrés à la partie anatomique et l'absence d'explications accompagnant les planches de dessins. Le responsable se défend en alléguant la nouveauté que représentent ces organes, et la nécessité de les présenter en de multiples planches. François Arago intervient alors pour obliger le voyageur à se plier au vœu académique, en faisant remarquer « que ce n'est pas dans l'ouvrage sur l'Algérie que doivent trouver place des questions générales, des recherches approfondies et minutieuses sur la physiologie des animaux, que la publication faite par ordre du gouvernement sur l'Algérie est d'une tout autre nature que les traités généraux et qu'il faut se renfermer dans les limites raisonnables<sup>54</sup> ». Le rôle de cadrage de l'Académie apparaît ici nettement. Il s'agit de rappeler aux savants qu'ils ont été envoyés en mission dans le cadre d'un projet général, et qu'il ne peut être envisagé de consacrer à la présentation des résultats de cette commission des dizaines de planches détaillant l'anatomie des mollusques, aussi nouvelles soient les découvertes faites. Ce n'est pas la qualité scientifique des travaux qui est mise en cause, mais l'investissement personnel d'un voyageur qui travaille en fonction de ses intérêts particuliers plus que pour des résultats généraux. L'Académie des sciences, ici, est le porte-parole du projet gouvernemental, et s'inscrit donc dans la dimension politique de l'expédition.

- 28 De ce point de vue, la tonalité patriotique et coloniale des rapports académiques se renforce dans le dernier tiers du siècle, conformément à la ligne politique générale. En 1870, l'Académie des sciences voit s'évanouir le projet d'une mission scientifique préparée par l'Empereur pour l'observation du passage de Vénus. Mais elle se charge de rappeler le ministre de l'Instruction publique à son devoir dès que cela est possible : « L'Académie, jalouse de l'honneur de notre pays, a pensé que la France, malgré les graves difficultés de la situation présente, devait être représentée en 1874 comme en 1761 et 1769 dans ce concert scientifique des nations civilisées ; et elle a considéré comme un devoir de réclamer l'intervention du ministre de l'Instruction publique auprès du gouvernement<sup>55</sup>. » Il est notable de voir apparaître ici le thème de l'honneur du pays au sein de cette institution scientifique. L'argumentaire renvoie à une attitude traditionnelle du corps savant en demande de crédit de l'État, et qui dit la dépendance de la science du pouvoir politique. Dans le contexte de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le passage de Vénus est un événement qui concentre en effet les attentions européennes, mais la position de l'Institut est ici révélatrice d'une attitude patriotique qui ne fait que se confirmer avec l'expansion impériale de la III<sup>e</sup> République.
- 29 Ce même patriotisme s'exprime à la suite de la méfiance que semble inspirer un voyageur patronné par l'Académie des sciences pour aller observer une éclipse de soleil en Algérie en 1870, l'astronome Pierre Jules César Janssen. Apprenant qu'il n'a pas été accueilli partout comme il se doit, le secrétaire perpétuel prend la parole. Emporté par sa flamme, il évoque la décision de Bismarck d'envoyer en conseil de guerre les prisonniers pris en ballon, et précise : « N'hésitons pas à le dire : en face de telles menaces, ceux d'entre nous que la construction des ballons occupe, ceux que l'Académie envoie en mission dans l'intérêt de la science n'en sont point ébranlés ; et si la défense de Paris manquait d'aéronautes, on trouverait toujours, dans cette enceinte ou autour d'elle, des mains exercées et des âmes fermes pour diriger de patriotiques expéditions<sup>56</sup>. »
- 30 Le voyage patriotique prend alors rapidement une autre forme, liée à l'expansion coloniale. Alors que s'affirme l'ambition impériale de la III<sup>e</sup> République, l'Académie des sciences, par sa promotion des voyages, y participe. Lors de la remise du prix Tchihatcheff à Auguste Pavie, en 1894, les termes du rapport sont éloquents. Il s'agit bien de récompenser des collectes scientifiques « d'autant plus intéressantes pour nous qu'elles sont dans la zone d'influence française ». Le rapporteur termine son rapport de manière très explicite : « Qu'il me suffise de constater que les voyages de notre courageux et persévérant compatriote comptent parmi les plus importants qui ont été faits dans l'Asie orientale et que son œuvre est autant patriotique que scientifique<sup>57</sup>. » Dans le long rapport de la remise du prix Delalande-Guerineau à Savorgnan de Brazza en 1883, la mission scientifique est aussi évaluée à l'aune de son importance patriotique : « Tout le monde a senti l'extrême importance qu'elle peut avoir pour nous dans l'avenir, comme celle de Jean Dupuis au Tonkin, si nous savons en profiter. Cette remarquable unanimité prouve que l'on commence à perdre en France la regrettable insouciance avec laquelle on a traité jusqu'ici tout ce qui se passe au-delà des mers, et à sentir l'impérieuse nécessité de tourner l'activité et les forces vives de la nation vers les entreprises coloniales<sup>58</sup>. » La science ne disparaît pas des préoccupations du rapporteur, mais elle est englobée dans une vision civilisatrice caractéristique de la rhétorique coloniale : « L'Académie récompensera le courageux et habile explorateur qui n'a pas hésité à sacrifier sa santé [...] pour ouvrir une voie facile à la civilisation, à la Science et à l'influence humanitaire de la France. »

- 31 Ces déclarations pro-coloniales marquent la symbiose des académiciens avec l'idéologie dominante de l'époque, et la mise en service de la science pour les colonies. Elles trahissent les liens étroits entre le pouvoir politique et le corps savant, et montrent à nouveau combien le voyage, instrument de la science, est mis au service de l'État par les savants eux-mêmes, et constitue un élément central du lien entre l'institution scientifique et le pouvoir. La dépendance étroite de l'institution envers l'État lui permet en retour d'être associée aux grandes expéditions scientifiques du siècle. Ainsi, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et notamment lors des missions d'exploration collectives, le « voyage scientifique » acquiert un statut défini, et s'insère dans un processus académique systématique, dont les étapes principales sont la rédaction d'instructions, le suivi, la production et la publication de rapports d'évaluation, et, éventuellement, l'attribution d'un prix au voyageur. Le processus n'est pas nouveau, mais les tentatives de normalisation, par la commission des voyageurs, par le vœu d'instructions générales, ou encore par la réitération des critères propres à la remise des prix, témoignent de la volonté d'intégrer pleinement le déplacement des savants dans le cadre académique, et de faire donc du voyage savant un élément important d'une politique scientifique en voie de définition.

## NOTES

- 1.G. Perrier, « L'Académie des sciences, le Bureau des longitudes et les grandes missions scientifiques », *Annuaire pour l'An 1933* publié par le Bureau des longitudes, Paris, p. C1.
- 2.Voir C. Demeulenaere-Douyère, « De l'Institut national à la réforme de 1876 : l'Académie des sciences aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », in É. Brian et C. Demeulenaere-Douyère (éd.), *Histoire et mémoire de l'Académie des sciences, Guide de recherche*, Paris, Tec et Doc, 1996, p. 33-42.
- 3.R. Hahn, *L'Anatomie d'une institution scientifique. L'Académie des sciences de Paris, 1866-1803*, Paris, Éd. des archives contemporaines, 1993. M. Crosland, *Science under Control, the French Academy of Sciences, 1795-1914*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1992.
- 4.L'Institut, fondé en 1895, remplace les anciennes académies royales. Il est formé de différentes classes (sciences, beaux-arts, inscriptions et belles-lettres, etc.), qui ont pris en 1816 le nom d'académies.
- 5.Sur le voyage comme objet historique, voir D. Roche, *Humeurs vagabondes. De la circulation des hommes et de l'utilité des voyages*, Paris, Fayard, 2003. L'historien propose de dresser une histoire du concept de mobilité plutôt qu'une histoire du voyage.
- 6.Voir M.-N. Bourguet, « L'explorateur », in M. Vovelle (éd.), *L'Homme des Lumières*, Paris, Seuil, 1992, p. 285-346.
- 7.F. Driver, *Geography Militant. Cultures of Exploration and Empire*, Oxford, Blackwell Publisher, 2001. Une mise au point sur l'histoire des pratiques et des façons de faire des savants dans « Sciences et sociabilités, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> », *Bulletin de la SHMC*, 1997, n<sup>os</sup> 3 et 4.
- 8.Voir D. Lejeune, *Les Sociétés de géographie et l'expansion coloniale*, Paris, Albin Michel, 1993.
- 9.Il faut mentionner pour la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle le service des missions de l'Instruction publique. Voir la thèse de J.-C. Bourquin, « L'État et les voyageurs savants.

Légitimités individuelles et volontés politiques. Les missions du ministère de l'Instruction publique, 1840-1914 », 2 vol., Paris I, 1993 (dactylographié).

10. *Comptes rendus de l'Académie des sciences* (ci-après CR), tome 8, 1<sup>er</sup> semestre 1839, p. 88.

11. CR, t. 44, 1<sup>er</sup> semestre 1857, p. 34.

12. Voir J.-R. Vanney, *Histoire des mers australes*, Paris, Fayard, 1986.

13. Voir B. Latour, *La Science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Paris, La Découverte, 1989.

14. *Mission scientifique du cap Horn, 1882-1883. Rapports préliminaires*, Paris, Gauthiers-Villars, 1884.

15. « Science is part of "Public Knowledge", the Product and Responsibility of a Community of Workers, not the Lone Investigator or Prophet », in J.E. McClellan III, *Science reorganized. Scientific Society in the Eighteenth Century*, New York, Columbia Univ. Press, 1985, p. xviii.

16. *Procès-verbaux des séances de l'Académie des sciences* (ci-après PV), séance du 16 nivôse an V, p.159.

17. Sur la question de la crédibilité accordée aux voyageurs, voir W.J. Withers, « Voyages et crédibilité. Vers une géographie de la confiance », *Géographie et culture*, n° 3, 2000, p. 3-17.

18. Sur l'utilité des voyages en général, voir D. Roche, *Humeurs vagabondes*, op. cit.

19. CR, t. 119, 1894, p. 1123. Rapport de M. Grandidier sur le concours du prix Tchihatcheff, 1894.

20. CR, t. 88, 1879, p. 508. Rapport de M. D'Abbadie pour le prix Delalande-Guerineau.

21. CR, t.119, 1894, p. 1124.

22. CR, t.111, 1890, 2<sup>e</sup> semestre, p. 1088.

23. CR, t. 88, 1<sup>er</sup> semestre 1879, p. 508.

24. Dans ce rapport aux voyageurs, on retrouve évidemment la prégnance du modèle centre-périphérie, que de nombreux historiens ont analysé notamment dans le cas des sciences coloniales. Ainsi, les arpenteurs pistés par Kapil Raj ont, *mutatis mutandis*, un statut assez semblable à celui des voyageurs de l'Académie. Voir K. Raj, « La construction de l'empire de la géographie. L'odyssée des arpenteurs de Sa Très Gracieuse Majesté, la reine Victoria, en Asie Centrale », *Annales HSS*, 52<sup>e</sup> année, 1997, n° 5, p. 1153-1180.

25. CR, t. 84, 1<sup>er</sup> semestre 1877, p. 859.

26. Ceci entre dans la logique du siècle des Lumières, alors que les agronomes, par exemple, sont marqués par leur appartenance plus ou moins forte au monde rural, et que ce sont les propriétaires terriens et les gros fermiers qui composent l'élite rurale intéressée par la nouvelle agriculture. Voir A. Corvol (éd.), *La Nature en révolution, 1750-1800*, Paris, L'Harmattan, 1993.

27. Voir M. Ozouf, « Voyages en France dans la décennie révolutionnaire », in W. Frijhoff et R. Dekker (éd.), *Le Voyage révolutionnaire. Actes du colloque franco-néerlandais du Bicentenaire de la Révolution française*, Amsterdam, 12-13 octobre 1989, Rotterdam, Erasmus Universiteit, 1991, p. 15-35. L'auteur établit une typologie des voyages entrepris dans la décennie révolutionnaire dans laquelle elle s'arrête notamment sur les voyages prolongeant la littérature physiocratique et sur les descriptions statistiques et topographiques des départements. La spécificité accordée aux voyages ruraux est à mettre en relation bien sûr avec la politique agricole du Directoire, et notamment avec les amorces de la collation de statistiques agricoles par François de Neufchâteau. Voir aussi D. Nordman et M.-V. Ozouf-Marignier (éd.), 1989, *Le Territoire (1). Réalités et représentations [Atlas de la Révolution française]*, Paris, EHESS, p. 72-73.

28. Le citoyen Paul Broussonet, qui présente un plan en l'an V pour un voyage au Maroc, part sur ses propres fonds, et n'obtiendra plus tard que de maigres subsides. En l'an VII, les académiciens remarquent que les sommes qui doivent être attribuées aux voyageurs selon la loi n'ont pas été précisées, et la classe des sciences envoie une somme provisoire en attendant (PV, séance du 6 germinal an VII). En l'an IX, le citoyen Nicolas Desmarests est proposé par la première classe sur la liste des voyageurs de l'Institut.
29. PV, séance du 26 brumaire an V. Le citoyen Charles-Louis L'Héritier lit le rapport sur la demande faite par le citoyen Paul Broussonet d'une des places de voyageurs qui doivent être remplies par des membres de l'Institut.
30. PV, séance du 26 brumaire an V, p. 128.
31. Voir M.-N. Bourguet, *Déchiffrer la France. La statistique départementale à l'époque napoléonienne*, Paris, Ed. des archives contemporaines, 1989 ; D. Roche, *Le Siècle des Lumières en Province, Académies et académiciens provinciaux, 1680-1789*, Paris-La Haye, Mouton, 1978, t. 1, p. 350-394.
32. CR, t. 26, 1848, p. 278. Lettre du ministre de l'Instruction publique au président de l'Académie.
33. Archives de l'Académie des sciences (ci-après AAS). Comité secret, PV, registre n° 2, séance du 28 février 1848.
34. « M. Chevreul insiste pour qu'il soit bien entendu que l'Académie aura toujours la faculté de nommer des voyageurs dans le courant de l'année en dehors de la liste des citoyens qui auront répondu à l'appel au commencement de l'année », AAS, Comité secret, PV, registre n°2, séance du 1<sup>er</sup> mai 1848.
35. AAS, DG29 (commission de Morée), minute de préparation des instructions.
36. Ce texte est rédigé par des membres de l'Académie des sciences, à la demande du ministère de la Marine, pour le voyage autour du monde d'Auguste Vaillant sur la *Bonite* effectué en 1836 et 1837. Il rassemble des instructions en physique du globe, histoire naturelle, minéralogie, météorologie, etc.
37. On y trouve Henry-Marie Ducrotay de Blainville, Charles-François Brisseau de Mirbel, François Arago, Élie de Beaumont, Louis-Claude de Freycinet, Joseph-Louis Gay-Lussac, Isidore Geoffroy Saint-Hilaire.
38. La première classe décerne un grand prix annuel, remis pour le meilleur rapport sur un problème scientifique choisi par les académiciens, mais tous les autres sont des prix particuliers dotés par des fonds privés.
39. Sur la politique des prix à l'Académie des sciences, et son évolution vers des bourses de recherches, voir M. Crosland, « *The Emergence of Research Grants within Prize System of the French Academy of Sciences, 1795-1914* », *Social Studies of Science*, 19, 1979, p. 71-99 ; E. Crawford, « *The Prize System of the Academy of Sciences, 1850-1914* », in R. Fox et G. Weisz (éd.), *The Organization of Science and Technology in France, 1808-1914*, Londres, Cambridge Univ. Press, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1980, p. 283-307.
40. Carte représentant le relief, les altitudes.
41. AAS, registre des prix, 1886-1893.
42. Voir le rapport d'Alfred Grandidier, CR, t. 111, 1890, p. 1087-1088.
43. PV, séance du 19 août 1831, p. 687.
44. PV, séance du 12 août 1839.
45. AAS, DG28 (commission du cap Horn), lettre de l'Académie des sciences au ministère de l'Instruction publique, 30 novembre 1883. Les frais occasionnés sont ainsi détaillés : 1 500 francs pour Joseph Sauvinet, 7 910 francs pour la bibliothèque, les produits chimiques, les bocaux, etc., 500 francs pour un microscope destiné à Harriot, 2 000 francs

pour le voyage et les frais de séjour de Harriot, 1 055 francs pour l'expédition de Cherbourg à Paris des caisses rapportées de l'expédition. Cette somme globale d'un peu moins de 13 000 francs est à mettre en regard des 720 088 francs évalués par les chambres pour l'organisation de l'expédition.

46. Voir M.-N. Bourguet *et al.* (éd.), *L'Invention scientifique de la Méditerranée, Égypte, Morée, Algérie*, Paris, EHESS, 1998.

47. Voir M. Reedy, *The Invisible Code. Honor and Sentiment in Postrevolutionary France, 1814-1848*, Berkeley, Univ. of California Press, 1997.

48. AAS, DG2 (commission scientifique de l'Algérie), lettre du ministre de la Guerre au secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, 22 août 1838.

49. *Ibid.*

50. AAS, DG29 (commission de Morée), lettre du directeur du personnel (ministère de l'Intérieur) au baron Cuvier, 12 septembre 1829.

51. AAS, DG29 (commission de Morée), pochette correspondance, brouillon non daté.

52. AAS, DG29 (commission de Morée), lettre du ministre de l'Intérieur au baron Cuvier, 5 mars 1830.

53. AAS, DG2 (commission de l'Algérie), PV, séance du 18 octobre 1844.

54. AAS, DG2 (commission de l'Algérie), PV, séance du 19 avril 1847.

55. AAS, comité secret, registre n° 4, 6 novembre 1871.

56. CR, t. 71, séance du 5 décembre 1870, p. 785.

57. CR, 1894, p. 1124.

58. CR, t. 96, 1<sup>er</sup> semestre 1883, p. 943.

---

## RÉSUMÉS

The Contribution of the Parisian Science Academy to the Exploration Expeditions during XIX<sup>th</sup> Century

The Parisian Science Academy continued to promote scientific expeditions in the XIX<sup>th</sup> century. Scientists journey abroad permitted to collect information about distant geographic regions. The academicians tried to control these expeditions by defining scientific rules like instructions, mission's reports, support to their publication. These rules permitted to control the results without travelling. Travellers accepted these conditions in exchange of the scientific label given by the Academy. However, as far as journeys were important and required a tidy budget, the political power intervention was necessary and controlled these travels. The Academy behaved then as a mediator between financial constraints dictated by political power and scientific targets defined by the explorers.

## AUTEUR

### HÉLÈNE BLAIS

Hélène Blais, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Reims Champagne-Ardenne, est spécialiste de l'histoire des voyages et de l'histoire de la



géographie au XIX<sup>e</sup> siècle. Sa thèse sur les *Voyages au Grand Océan. Géographie et colonisation, 1815-1845*, paraîtra au CTHS en 2004.